L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 26 JUILLET 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

BUFFOUM & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Un an, $20, par semaine, 37½ par trimestre, $6
Six mois, $10, par semaine, 75 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $14, par semaine, 50.

PARIS D'ABONNEMENT.

Les annonces judiciaires, payées à tour de rôle du Greffier parlant du journal, paieront $1 00 le carré pour la première insertion, et 50 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme ci-dessus et exigibles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $5 00 le carré mensuel.

Les personnes désirant changer et souvent des annonces, auront, par les prix indiqués ci-dessus pour les annonces de ce genre, le nombre qu'il aura convenu entre elles ; mais dans aucun cas, cet exemple ne dépassera 25 pour cent.

Pour les réclames d'abonnement d'affaires payées à la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas spécifié seront publiées six fois.

Les comptes des personnes dont faillite régulièrement déclarée leur sont envoyés à la fin de chaque mois.

VOL. VIII, E. 2. NO. 204.
DIMANCHE MATIN, 26 JUILLET.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRÉSIDENT :

HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRÉSIDENT :

FRANCIS P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeur-en-pour-l'Etat-en-général :
Pour le GOUVERNEUR : C. WICKLIFFE,
de Ouest Feliciana.

[ISAIAH GARRETT,
de Ouachita.

Remplaçans :
JAMES P. FRERET, de Jefferson.
JUDE J. N. LEA, d'Orléans.

Electeurs de District :

1er District Congressional	A. SAMBOLA.
" "	M. B. BRADY.
" "	A. S. HERRON.
" "	A. DeBLANC.
" "	M. D. COLEMAN

Remplaçans :

1er District Congressional	T. P. SHEBBURNE.
" "	GEO. W. RACE.
" "	J. H. KENNARD.
" "	C. E. CULLUM.
" "	F. BLACKMAN.
" "	J. H. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, à midi.—Huit terrains situés dans le Troisième District, dans l'Iles bornés par les rues Kerlerec, Nelson, Roy et Castiglione.—Aussi, à 3 heures P. M., sur les mêmes, le Fonds d'un chantier et d'une forge situés rue Philippe, près Chippewa, dans le Quatrième District.

Par G. Valsin, à 10 1/2 heures, à l'entrepôt des Importateurs, rue Vieille-Levée, entre Conti et St-Louis : Barriques de vin rouge et de quarts vin de Sherry.

Par chers divers consignataires.

Par S. Galaudi, à 4 heures de l'après-midi, rue Crapaud, entre Marigny et Mandeville — Du joli meublement de salon, lustres, rideaux, cuisine de fonte, &c.

Par Hoffman, Marks & Co., No 38 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, casimire, lingerie, &c.

Par Louis Stern & Bros, au No 81 de la rue du Camp : 200 caisses bottes, souliers et brodequins.

Achetez vos cendres et chocolats rue St. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION !

Par Les ventes à l'encan de demain, par le Shérif, appartiennent :

A 10 heures a. m., au Magasin d'Entrepôt No 23, rue Carondelet, Deuxième District, meubles et effets.

Lundi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, huit terrains de valeur situés dans le troisième District de cette ville dans l'Isle bornés par les rues Roxbury, Nelson, Clay et Castiglione.

A 3 heures P. m., à l'Amelie des rues Philip et Chippewa, Quatrième District, le fonds d'un chantier et de la forge.

Demain, lundi, à 10 heures et demie du matin, chargez d'accélérer un rouge de famille, seront vendus à l'encan aux entrepôts de Douane des Importateurs, rue Levée, est à Conti et St Louis, par O. Valsin, encanteur.—En vue de la grande baisse qui a eu lieu en Europe et le haut taux de l'or et du change, les acheteurs et spéculateurs feront bien de ne pas négliger cette vente, attendu que les vins sont bons et les prix très libéraux.

Les heures à l'encan.—MM. Louis Stern & Bros. vendront lundi 27 juillet, à leur salle de la rue de la Levée No 81, à 10 heures du matin, 200 caisses de bottes, souliers, brodequins, comprenant un grand assortiment d'articles pour hommes, femmes et enfants. Ce grand assortiment, fait spécialement et a été composé expressément pour le commerce du pays, et a été apporté tout récemment des manufactures du Nord. Nous le recommandons à l'attention du commerce.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques est INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Les Lois d'Amour.

III—LA LOI DE MILICE.

Le bill pour organiser la milice de la Louisiane, présenté à la Chambre par M. W. C. Abrams, d'Est Feliciana, embrasse 73 sections et forme une véritable brochure. Mais les dispositions qu'il importe de faire connaître se réduisent à un petit nombre.

Il est précédé des articles 141, 145 et 146 de la Constitution relatifs à la milice. Suivons ces articles, tous les citoyens de 18 à 45 ans, qui ne sont pas privés des droits politiques, sont sujets au service de la milice. Le gouverneur nomme, avec le consentement du Sénat, les officiers qui doivent prêter le serment prescrit pour les officiers des Etats Unis et ce prescrits pour les fonctionnaires d'Etat. Le gouverneur a le droit d'appeler la milice en service actif et, dans ce cas, la milice appelée doit la même paie que l'armée des Etats-Unis.

Le but du bill apparaît de suite dans les deux premières sections que voici :

Sec. 1. La *milice régulière* sera composée de 3,500 hommes qui *seront choisis* parmi tous ceux qui sont sujets au service de la milice d'après l'art. 141 de la Constitution.

Sec. 2. L'organisation sera comme suit :
10 régiments d'infanterie
2 escadrons de cavalerie.
2 batteries d'artillerie de 6 pièces. Le tout formé en 3 brigades et deux divisions.

Les détails importent peu ; disons cependant que la location de cette milice régulière, quand elle sera pas en service actif. Il y aura deux brigades pour la Nouvelle-Orléans, et une pour Jefferson et Carrollton, ces trois brigades formant la première division. La première brigade de la seconde division aura son quartier général à Baton Rouge et la seconde à Shreveport.

Ainsi, sur les cent et quelques mille hommes qui peuvent être sujets au service de la milice, le gouverneur ou commandant-en-chef choisira 13,500 hommes qu'il appelera de préférence avec les armes quand il le jugera convenable et qui, avec les six ou sept mille hommes de police placés sous son contrôle, lui constitueront une armée quasi-permanente de 20,000 hommes avec laquelle il maintiendra la population dans l'obéissance. En comptant 1,000 par an en moyenne pour chacun de ces gaillards-là, cela fera une somme de six millions de dollars de dépenses militaires. Dans un Etat, dont les finances sont obérées, et dont les revenus égalent à peine les dépenses ordinaires, on se demande où on les radieux espèrent trouver une pareille somme ! La section 19 met à la charge de la paroisse les frais des troupes envoyées pour y faire exécuter les lois ou y maintenir l'ordre.

Une fois en état de la milice régulière, les officiers et soldats ne peuvent plus en sortir avant le terme de deux ans.

A cette une milice régulière, le rôle de la milice ordinaire se réduit à peu de chose, mais les citoyens ne seront pas exempts des exercices de service. Ils seront enrôlés par les assesseurs de taxes d'Etat et passibles d'amendes s'ils n'assistent pas aux réunions, revues, inspections, parades, etc., et le shérif vendra leurs biens sans autre forme de procès, s'ils refusent de payer ces amendes. Les citoyens ont le droit de former des compagnies et corps volontaires, mais avec l'approbation et sous le contrôle du gouverneur. Les réguliers prennent la ligne et auront toujours la place d'honneur.

La section 53 dit que le commandant en chef pourra, quand il jugera que la sécurité publique le requiert, appeler sous les armes toute portion de la milice d'Etat. Aucun détachement ne peut être de service plus de trois mois à la fois à moins d'urgence, cas dans lequel le commandement en chef pourra le retenir 60 jours de plus.

Tout officier de milice est autorisé en cas de danger soudain et urgent à appeler ses hommes en service immédiat et à les retenir jusqu'à ce que la nécessité cesse, ou jusqu'à ce qu'un ordre supérieur les congédie.

Ainsi le premier capitaine noir venu pourra réunir sa compagnie et agir à sa guise jusqu'à ce qu'un ordre supérieur vienne l'arrêter. On comprend les conséquences que peut avoir une pareille latitude dans une paroisse éloignée du quartier général de la brigade.

Avons nous besoin de dire que les 13,500 hommes de la milice régulière seront pris exclusivement parmi les affranchis, et qu'il en sera de même de la police d'Etat. Il y a très peu de blancs radicaux qui voudront y accepter des grades au-dessous du rang de capitaine.

L'application d'un pareil bill exigerait des dépenses telles qu'il faudrait quintupler les impôts. Elle aurait, en outre, pour résultat d'enlever plusieurs milliers de bras valides à l'agriculture, et de démoraliser les travailleurs qui verraient tant de leurs compagnons grassement payés par l'Etat à rien faire. La Louisiane serait transformée en une véritable satrapie africaine, et la loi de milice, loin de servir à préserver la paix publique, serait une source constante de conflits sanglants qui aboutiraient infailliblement à une guerre d'extermination entre les deux races.

Devant les conséquences qu'il est facile d'entrevoir, la Législature s'arrêtera-t-elle dans sa folle carrière ? Nous n'osons l'espérer, mais nous adjurons tous les Louisianais, amis de leur pays, quelle que soit leur race ou leur couleur, à bien réfléchir avant de donner leur vote sur ces trois bills que nous avons qualifiés ironiquement de lois d'amour et qui ont été, en réalité, inspirés par la haine et dictés par l'esprit de vengeance !

Causerie.

Messieurs les Rédacteurs de l'*Abeille*,

A l'époque antédiluvienne où la Nouvelle-Angleterre n'avait pas le monopole de la fourniture des constitutions pour les Etats du Sud, et où les habitants du Massachussets, de l'Illinois ou du Michigan ne débarquaient pas chez nous avec la commission de gouverneur ou le mandat de législateur au fond de leur sac de voyage, vous m'aviez réservé un petit coin de votre journal pour y parler tout à mon aise de littérature, de musique et d'art théâtral. Cet heureux temps où une salade d'un ténor faisait événement et où des rivalités de cantatrices passionnaient la foule est déjà bien loin de nous. La pièce qui se joue—hélas ! a nos dépens—au *Meastrel Hall* de la rue Dryade, et qui, parade grotesque à l'heure qu'il est, paraît bien ne changer à un moment donné en funèbre tragédie, est un sujet qu'il ne serait guère prudent d'aborder avant d'y avoir enterré toutes sortes de préventions désinfectantes et hygiéniques.

En renonçant ici le fil longtemps brisé de mes causeries avec un public antrefois si clément, qu'il me soit permis d'éviter, pour cette fois du moins, ce spectacle aussi malsain que nauséabond, et de me féliciter avec vous de ne voir de l'esprit public dont la manifestation d'il y a quelques jours a donné l'éclatant témoignage. Même après la grandiose explosion d'enthousiasme populaire dont je venais d'être témoin à New-York, où un demi-million de citoyens accourus de toutes les parties de l'Union acclamaient les noms de Seymour et de Blair, je n'ai pu me défendre d'une vive émotion en assistant à cette éloquente protestation du droit contre la force, du patriotisme sincère contre la vénalité sans honte, de la civilisation contre la barbarie. La marée montante de la raison publique submergeant d'un naufrage prochain pent-être, inévitable à coup sûr, les forbans de toutes couleurs qui font la course en ce moment dans le Sud, ira grandissant et grossissant de jour en jour dans tous les Etats du Nord jusqu'ici infédés au radicalisme, et rien ne peut l'arrêter si nous savons conserver l'attitude calme, ferme et digne qui a donné à la manifestation du 18 une si grande force morale. Les émeutes, que nos adversaires savent si bien exploiter à leur profit, ne peuvent que décourager ceux de nos amis qui, les provocations lancées de quelques misérables n'ébranlent qu'à augmenter encore, si faire se peut, le mépris universel dont ils sont justement frappés. Les noirs qu'ils ont su exploiter jusqu'ici, et qu'ils auraient soin d'abandonner à l'heure du danger, commencent à se lasser du rôle de dupes, et si—ce qu'à Dieu ne plaise !—les fauteurs de désordre et d'anarchie inauguraient une guerre de races, dont le premier et inévitable résultat serait d'unir toute la population blanche du Nord à celle du Sud, ceux dont les conseils perfides auraient poussé les malheureux noirs à provoquer leur propre extermination seraient les premiers engloutis dans le gouffre qu'ils creuseraient avec leur criminelle imprudence.

Qui même l'orage récolterait l'outrage !

Un jour viendra où la population de couleur connaîtra ses vrais amis, et ce jour n'est peut-être pas aussi éloigné qu'on le pense. Je ne parle pas des hordes vagabondes qui ont rallié ici des autres états et que messieurs les *carpet baggers* exploitent avec tant de profit, mais des gens de couleur nés en Louisiane, et qui ont grandi au milieu de nous, qui parlent notre langue, sont identifiés avec nos mœurs, et qui ne peuvent pas besoin parmi leurs anciens maîtres que le bienveillant appui que le capital intelligent sera toujours prêt à donner aux travailleurs laborieux. L'égalité sociale—déceyant mirage qu'on fait luire à leurs yeux—est encore plus odieuse aux gens du Nord de tous les partis qu'elle ne l'était ici même avant la guerre, et ce n'est pas avec des lois et des *résolutions* dont le moindre défaut est d'être complètement inexécutables qu'on changera les éternels décrets de la Providence.

A votre aise donc, messieurs les *carpet-baggers*, et bon appétit ! Elevez aussi haut que vous le pourrez votre fantastique tour de Babel : ayez des abîmes et des jamaïcaines pour vous protéger au milieu d'un peuple qui vous répudie et vous méprise bien plus encore qu'il ne vous exècre ; mettez au sac et au pillage toutes les ressources de l'Etat ; tuez le crédit, désorganisez le travail, écrasez l'agriculture et l'industrie par des impôts exorbitants, chassez le capital, et au mépris de la Constitution des Etats-Unis, loi suprême qui frappe de mort toutes les usurpations, cherchez toujours à nous enlever l'une après l'autre toutes les garanties individuelles et tous les droits politiques de la République de nos ancêtres révolutionnaires à conquis sur vingt champs de bataille. L'édifice que vous bâtissez sur le sable mouvant des mauvaises passions s'écroulera au premier coup de vent de la tempête populaire qui se prépare ; l'arme trop chargée que vous dirigez contre nous éclatera entre vos mains ; l'*argent*, ce grand mobile de tous vos actes non moins aberrés qu'illégaux, vous fera défaut au moment de la curée, car l'impôt ne sera refusé au nom de la loi, et la cause, portée devant les cours fédérales, sera décidée par des juges que vos menaces ne peuvent ni corrompre ni effrayer. Demanderez-vous à l'emprunt les ressources qui vous échappent ? Où est le banquier lunatique, ou est le capitaliste échappé de Bedlam ou de Charenton qui consentirait à vous ouvrir sa caisse ? Battus sur tous les points, essayerez vous de la force brutale ? Au premier cri d'alarme que vous provoquerez, vous verrez se rallier autour du drapeau des blancs et l'armée de terre et de mer, et l'immense majorité de la population du Nord, très résolue, croyez le bien, à ne jamais souffrir que l'héritage de Washington et de Franklin devienne la proie les émules de Dessalines et des singes de Soulouque. Il vous restera bien pentre les sympathies de Greeley et la redoutable épée de Butler, mais je vous conseille de n'y pas trop compter, car le philosophe de la *Tribune* n'est guère belliqueux de sa nature, et l'épée du héros de *Big Bethel* et de *Fort Fisher* ressemble à s'y méprendre à une fourchette.

A. F.

LA RÉCOLTE DE RIZ.—Nous avons reçu de la Pointe à la Hache deux beaux échantillons qui nous font bien augurer de la récolte de riz dans cette région. Un est d'un beau blanc commun déjà mûr et bon à couper, l'autre est du riz appelé "Guild seed." Le premier vient de l'habitation de M. Joseph Fortenelle ; l'autre de l'habitation de M. Pierre Hingle. Ce dernier ne sera bon à récolter que dans dix jours.

GRAINES. — M. E. F. Virgin, rue Gravier, No 101, prévient les horticulteurs et les jardiniers qu'il a reçu d'Europe un approvisionnement de graines de choux de différentes variétés, de radis, de carottes, de choufleurs et d'autres légumes. Voir son annonce

INSTITUT ST-CHARLES.—Les examens de fin d'année auront lieu dans cet établissement lundi et mardi, de neuf heures du matin à trois heures après-midi, et il y aura mercredi une soirée musicale et littéraire donnée par les élèves au foyer de l'Opéra. Nous remercions la directrice, Mme Clara Lefranc, de l'invitation qu'elle nous a adressée.

MODES ET ARTICLES DE MODE.—La maison W. Dauphin, 150 rue du Canal, a reçu récemment un grand assortiment de paillas d'Italie et d'Angleterre, de toutes dimensions, de chapeaux pour dames et demoiselles, de crêpes, tulles, dentelles, parures, coiffures et garnitures. Elle a réduit le prix de ses fleurs, pour les écouler rapidement afin de faire place au nouveau stock qu'elle attend. Nous engageons les dames et les modistes à visiter les magasins de cette maison. Voir l'annonce.

—On lit dans le journal l'*Echo marne*, sous la date de Bardonnet-le-bic :

Un malheur sans exemple est arrivé il y a quelques jours dans le tunnel de Bardonnèche. Un ouvrier était tranquillement assis sur un tuyau qui s'est trouvée sous lui : a set ouverte tout à coup. Il a été lancé à une distance considérable. La force de l'air étant telle que, s'étant introduit dans le corps de cet infortuné, elle lui a soufflé les intestins, en occasionnant la mort quelques heures après.

Un rappel à l'ordre.

Voici la péroraison du discours de M. Jules Favre sur le budget français, avec la petite scène qu'a provoquée la phrase finale :

M. Jules Favre.—Un orateur disait que nous pouvions sans danger donner l'exemple du désarmement. Eh bien, il faut que la France puisse se prononcer, et je dis que ce sera la nation la plus glorieuse, la plus grande, la plus forte, celle qui la première mettra l'épée au fourreau et apprendra au monde qu'il est temps d'entrer dans une ère de paix.

La science elle-même conspire pour ce résultat; car, quelles sont ses conquêtes privilégiées? Les moyens de destruction.

Par un raffinement qui ne s'est jamais vu, on ne songe qu'à immoler des hommes, et je ne pouvais me défendre d'une impression pénible quand j'entendais l'autre jour l'illustre maréchal ministre de la guerre dire qu'on lui avait proposé plus de six cents chassepots perfectionnés. On trouve que tuer quatorze hommes par minutes ce n'est pas assez, il faut en tuer trente. (Mouvement) Eh bien, c'est la fin de la guerre, cela, car c'est la fin de la gloire, la fin du courage individuel, la fin de cet esprit de romanesque aventure qui poussait les peuples sur les champs de bataille. Ce ne sera plus la guerre de même une bousculerie, et les hommes s'en éloigneront avec dégoût.—(Approbation sur certain nombre de bancs)

En même temps, la science nous provoque à la paix par ses inventions et ses miracles. Vous dites qu'il est nécessaires de fortifier nos villes, de cuirasser de murailles les plus petites bourgades, et elles couvriront à la frontière. Tout cet, c'est la politique de haine et non d'épanchement et d'abandon; ceux qui enseignent cette politique ne connaissent pas leur temps. Le temps actuel appartient à la démocratie : vous parlez des frontières : elles sont renversées. Les peuplades veulent se fondre, se fondent, se groupent. Si belle est la loi de l'avenir, pourquoi persister dans cette politique qui parle de la guerre sans la redouter, qui nous tient emprisonnés dans les dépenses qui épuisent le pays ?

Il est temps de revenir à de meilleurs sentiments.

Je demandais si le gouvernement ferait entendre une parole consolante, et quelles sont les raisons de son silence. Ces raisons, dans tout le monde les comprend; nous sommes respectueux vis à vis de la Constitution, mais que fait-elle de nous ? Rien. (Hilarité générale) Nous avons le droit de manifester notre volonté, mais elle sera foulée aux pieds le jour où le conseil de cette loi décidé tout-à-coup, entre minuit et midi, l'abîme. Le ministère n'est pas dans une meilleure position que nous.—(Nouveau bruit)—Je finis.

Si j'avais la bonne fortune de toucher juste dans les observations que je développais, la conséquence serait celle-ci: c'est qu'il n'y a qu'un seul homme qui puisse décharger la situation de cet incubus qui la domine et la dévore, qui puisse rendre l'activité à la production, la confiance aux esprits, le repos à l'Europe. Qu'il nous donne la paix — le pays par son Sénat — que désormais, il ne fera pas la guerre sans vous avoir consulté, et alors la confiance renaîtra, nos budgets se mettront d'équilibre—(Très bien ! à la gauche de l'orateur.) La France pourra reprendre son rang dans le monde, et ne sera plus condamnée à des sacrifices stériles.

Voilà la nécessité du moment. Nous vous l'avons demandée au nom de la liberté ; nous vous la demandons aujourd'hui au nom du salut de nos finances.—(Bruit.)

Car enfin, vous répétez sans cesse que et de grandes dépenses ont été faites, elles ont produit de magnifiques résultats, je ne veux pas invoquer la critique à ces égards ; j'accepte votre hypothèse. Seulement, je dis que si vous êtes des bienfaiteurs, vous êtes des bienfaiteurs trop dispendieux. Si la France a été aussi riche pour payer l'empire dans de semblables conditions, il est temps qu'elle arrive. (Exclamations et murmures sur un grand nombre de bancs.—Cris : A l'ordre ! — Vive approbation sur les bancs de l'opposition.)

M. le président. — Je suis obligé de rappeler M. Jules Favre à l'ordre. — Très bien ! (très bien !)..... — pour la dernière pensée qu'il a émise.—(Très bien !) Nous donnons les assez de preuves d'indépendance et d'autorité, la liberté de nos discussions en est la plus manifeste, pour qu'il ne soit ni juste ni convenable de chercher à dénigrer ainsi notre régime constitutionnel, qui est reconnu libéral.

Un membre à gauche de la tribune. — Refaites la Constitution !

M. le président. — Respectez-la ! C'est le devoir de tout citoyen ; mais c'est un devoir pour les ministres à plus forte raison. Je n'ai pas besoin de vous dire, messieurs, que le mépris universel dont ils sont justement frappés. Les noirs qu'ils ont su exploiter jusqu'ici, et qu'ils auraient soin d'abandonner à l'heure du danger, commencent à se lasser du rôle de dupes, et si—ce qu'à Dieu ne plaise !—les fauteurs de désordre et d'anarchie inauguraient une guerre de races, dont le premier et inévitable résultat serait d'unir toute la population blanche du Nord à celle du Sud, ceux dont les conseils perfides auraient poussé les malheureux noirs à provoquer leur propre extermination seraient les premiers engloutis dans le gouffre qu'ils creuseraient avec leur criminelle imprudence.

Qui même l'orage récolterait l'outrage !

Un jour viendra où la population de couleur connaîtra ses vrais amis, et ce jour n'est peut-être pas aussi éloigné qu'on le pense. Je ne parle pas des hordes vagabondes qui ont rallié ici des autres états et que messieurs les *carpet baggers* exploitent avec tant de profit, mais des gens de couleur nés en Louisiane, et qui ont grandi au milieu de nous, qui parlent notre langue, sont identifiés avec nos mœurs, et qui ne peuvent pas besoin parmi leurs anciens maîtres que le bienveillant appui que le capital intelligent sera toujours prêt à donner aux travailleurs laborieux. L'égalité sociale—déceyant mirage qu'on fait luire à leurs yeux—est encore plus odieuse aux gens du Nord de tous les partis qu'elle ne l'était ici même avant la guerre, et ce n'est pas avec des lois et des *résolutions* dont le moindre défaut est d'être complètement inexécutables qu'on changera les éternels décrets de la Providence.

A votre aise donc, messieurs les *carpet-baggers*, et bon appétit ! Elevez aussi haut que vous le pourrez votre fantastique tour de Babel : ayez des abîmes et des jamaïcaines pour vous protéger au milieu d'un peuple qui vous répudie et vous méprise bien plus encore qu'il ne vous exècre ; mettez au sac et au pillage toutes les ressources de l'Etat ; tuez le crédit, désorganisez le travail, écrasez l'agriculture et l'industrie par des impôts exorbitants, chassez le capital, et au mépris de la Constitution des Etats-Unis, loi suprême qui frappe de mort toutes les usurpations, cherchez toujours à nous enlever l'une après l'autre toutes les garanties individuelles et tous les droits politiques de la République de nos ancêtres révolutionnaires à conquis sur vingt champs de bataille. L'édifice que vous bâtissez sur le sable mouvant des mauvaises passions s'écroulera au premier coup de vent de la tempête populaire qui se prépare ; l'arme trop chargée que vous dirigez contre nous éclatera entre vos mains ; l'*argent*, ce grand mobile de tous vos actes non moins aberrés qu'illégaux, vous fera défaut au moment de la curée, car l'impôt ne sera refusé au nom de la loi, et la cause, portée devant les cours fédérales, sera décidée par des juges que vos menaces ne peuvent ni corrompre ni effrayer. Demanderez-vous à l'emprunt les ressources qui vous échappent ? Où est le banquier lunatique, ou est le capitaliste échappé de Bedlam ou de Charenton qui consentirait à vous ouvrir sa caisse ? Battus sur tous les points, essayerez vous de la force brutale ? Au premier cri d'alarme que vous provoquerez, vous verrez se rallier autour du drapeau des blancs et l'armée de terre et de mer, et l'immense majorité de la population du Nord, très résolue, croyez le bien, à ne jamais souffrir que l'héritage de Washington et de Franklin devienne la proie les émules de Dessalines et des singes de Soulouque. Il vous restera bien pentre les sympathies de Greeley et la redoutable épée de Butler, mais je vous conseille de n'y pas trop compter, car le philosophe de la *Tribune* n'est guère belliqueux de sa nature, et l'épée du héros de *Big Bethel* et de *Fort Fisher* ressemble à s'y méprendre à une fourchette.

A. F.

ECHOS PARLEMENTAIRES.

Il n'était bruit à l'ouverture de la séance d'hier que d'une avalanche arrivée à M. de Gail Cissac, qui en aurait eu un bras et un pied fracturés. Le député de la Gironde, habitant Howard en place, a échappé à cet accident.

—Une lettre de Trébisonde, en date du 6 juin, raconte une scène effroyable dont cette ville vient d'être le théâtre dans la matinée de la veille :

Un événement horrible, inouï, a surpris hier Trébisonde et son rivage, jetant toute la population dans la consternation la plus profonde.

Dix-sept victimes sont tombées en quelques minutes sous le couteau d'un fanatique ; quatre autres ont été grièvement blessées, et trois avec des blessures légères. Chaque victime n'a reçu qu'un seul coup, en pleine poitrine, plus ou moins rapproché de la région du cœur.

L'assassin, qui se disait tantôt Ferzan, tantôt Kosse, tantôt chrétien converti, tantôt musulman, a été arrêté au moment même où il venait d'accomplir son dernier meurtre.

Il paraît que, depuis deux mois environ, il avait été domicilié sous un faux nom dans une maison de la Deuxième Rue, et qu'il avait loué, pour le prix de 30 piastres par mois, deux chambres au premier étage, dont les fenêtres donnaient sur la rue.

Un tambour de la Deuxième District, qui, à l'angle des rues de la Douane et de White, 30 pieds sur 105 avec les améliorations, à Jacob Van Hoven pour dix comptant..... 450

Un terrain dans la 3me District, sur 44 pieds face à la rue Girod, entre Union et Bagatelle, sur environ 22 pieds de profondeur, avec bâtisses et améliorations, à Léon Latapie pour du comptant..... 410

Une portion de terre située dans le Premier District, à l'angle des rues Nouvelle Levée et South Market, 18 pieds 8 pouces sur 35 pieds 10 pouces de profondeur, avec bâtisse en brique à deux étages, à François Lacroix, à 15 mois de crédit..... 1800

Deux terrains situés dans le Premier District, chacun 21 pieds 3 pouces 9 lignes, face à la rue St-Charles, sur 106 pieds 6 pouces de profondeur, entre Julie et Girod, avec bâtisses et améliorations, à Théophile Dolhain pour du comptant. 18300

Deux terrains situés dans le Premier District, environ 26 pieds face à la rue Dryades ou Philippe sur environ 62 pieds de profondeur, entre Canal et Common avec bâtisse neuve et amélioration, ci-devant appartenant à Aug. Mannessier, à Henry Lafond, à donne mois de crédit.... 14300

Un quart indivis d'un terrain situé dans le Deuxième District, 30 pieds 2 pouces 7 lignes face à la rue de la Vieille Levée entre Conti et St-Louis, avec bâtisses et améliorations à Victor Wiltz pour du comptant..... 2275

Pour taxes dues propriétés dans les Premier, Deuxième et Troisième Districts à diviers, pour du comptant..... 1420

47,983 00

VENTES D'IMMEUBLES PAR LE SHÉRIF.

Voici le montant des ventes d'immeubles par le Shérif pendant la quinzaine finissant le samedi 25 de juillet :

Un terrain dans le 4me District, 28 pieds 1 pouce 2 lignes face à la rue Fulton, entre Prémiere et Deuxième, sur 113 pieds 1 pouce 4 lignes de profondeur, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, à Phillip Walter pour du comptant..... $1350

Un terrain dans le 3me District, 33 pieds 11 pouces 2 lignes face à la rue Historic aux Kerlerec, entre Annunciation et Crape, sur 127 pieds 10 pouces 6 lignes de profondeur, avec bâtisses et améliorations, à Thomas Robin, pour du comptant..... 1400

Trois terrains vagues dans le 1er District, chacun 29 pieds 10 pouces face à la rue Louisa, entre Tchoupitoulas et Perie, sur 81 pieds de profondeur, à Geo. F. Bowers, 1 et 2 ans de crédit..... 2280

Une portion de terre au faubourg Jackson, 31 pieds 6 pouces 9 lignes au Chemin de la Métairie, entre les rues Marsh et Ste-Anne, avec bâtisses et améliorations, à George Hanning pour du comptant..... 4100

Un terrain dans le Deuxième District, à l'angle des rues de la Douane et White, 30 pieds sur 105 avec les améliorations, à Jacob Van Hoven pour du comptant..... 450

Un terrain dans le 3me District, sur 44 pieds face à la rue Girod, entre Union et Bagatelle, sur environ 22 pieds de profondeur, avec bâtisses et améliorations, à Léon Latapie pour du comptant..... 410

Deux terrains situés dans le Premier District, chacun 21 pieds 3 pouces 9 lignes, face à la rue St-Charles, sur 106 pieds 6 pouces de profondeur, entre Julie et Girod, avec bâtisses et améliorations, à Théophile Dolhain pour du comptant. 18300

Deux terrains situés dans le Premier District, environ 26 pieds face à la rue Dryades ou Philippe sur environ 62 pieds de profondeur, entre Canal et Common avec bâtisse neuve et amélioration, ci-devant appartenant à Aug. Mannessier, à Henry Lafond, à donne mois de crédit.... 14300

Un quart indivis d'un terrain situé dans le Deuxième District, 30 pieds 2 pouces 7 lignes face à la rue de la Vieille Levée entre Conti et St-Louis, avec bâtisses et améliorations à Victor Wiltz pour du comptant..... 2275

Pour taxes dues propriétés dans les Premier, Deuxième et Troisième Districts à diviers, pour du comptant..... 1420

47,983 00

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*.

Les résolutions "d'impeachment" référées au comité judiciaire.

Un représentant de la Floride promoteur de ce mouvement.

Grandes inondations dans le Nord.

Effroi causé par les Flibustiers sur les côtes du Mexique.

Ce pays livré plus que jamais au brigandage.

Nouvelles de France.

Discussion sur les bons Jecker au Corps Législatif.

Nouvelles européennes.

Paris, 25—Le Corps législatif a été longtemps engagé hier soir dans un débat ennuyé sur la question des bons mexicains. Rouher dans un discours à nié que la collection des Bons Jecker eut été pour quelque chose dans la cause de la guerre avec le Mexique. M. Jules Favre, dans sa réplique, a soutenu que c'était la principale cause, attendu que ces créanciers étaient les seuls qui eussent reçu des payements. M. Rouher a répliqué que le gouvernement français payait seulement les bons Jecker dans les mains françaises.

Les bons payés furent payés par Maximilien. Les bons non payés furent payés par Juarez seulement. M. Favre a demandé les noms de ceux qui avaient touché des paiements.

Londres, 29—Le camp de volontaires à Wimbledon a été levé aujourd'hui. Le général Napier présentait les prix et les troupes en revue. Le prince de Galles, le prince Alfred et M. Longfellow étaient présents.—Foule immense.

Pape du monde à la Chambre des communes. Le sultan a confirmé Milan comme souverain héréditaire de la Servie.

Nouvelles de Chine.

Macao (Chine), 12 juin.—On a reçu les dernières nouvelles du Japon par la voie de Shanghai. Le mikado a lancé un nouvel édit contre les habitants étrangers.

On rapportait que Siot Baahi avait levé une armée de 200,000 hommes, et qu'aidé d'une flotte de 2 navires de guerre, il menaçait sérieusement Jeddo.

Les indigènes d'Osaaka et des environs jetaient toute espèce d'obstacles sous les pas des étrangers, et ils refusaient d'acheter des terres, suivant les clauses du traité.

Nouvelles du Mexique.

La Havane, 24—Peu avis ont été reçus de Vera Cruz jusqu'à ce jour. Le bruit courait sur les mouvements de flibustiers en faveur de Juarez, mais on ne savait rien de positif. Il se présente plus rien de compacte à l'exil, mieux un furieux assemblage de nouvelles, à ce qu'on assure, la seule chose qui n'en soit pas sujette est celle qui a trait aux retournes en dedans, il n'est pas question de la frontière. Tout cet, c'est la politique de haine et non d'épanchement et d'abandon; ceux qui enseignent cette politique ne connaissent pas leur temps. Le temps actuel appartient à la démocratie : vous parlez des frontières : elles sont renversées. Les peuplades veulent se fondre, se fondent, se groupent. Si belle est la loi de l'avenir, pourquoi persister dans cette politique qui parle de la guerre sans la redouter, qui nous tient emprisonnés dans les dépenses qui épuisent le pays ?

Il est temps de revenir à de meilleurs sentiments.

Je demandais si le gouvernement ferait entendre une parole consolante, et quelles sont les raisons de son silence. Ces raisons, dans tout le monde les comprend; nous sommes respectueux vis à vis de la Constitution, mais que fait-elle de nous ? Rien. (Hilarité générale) Nous avons le droit de manifester notre volonté, mais elle sera foulée aux pieds le jour où le conseil de cette loi décidé tout-à-coup, entre minuit et midi, l'abîme. Le ministère n'est pas dans une meilleure position que nous.—(Nouveau bruit)—Je finis.

Si j'avais la bonne fortune de toucher juste dans les observations que je développais, la conséquence serait celle-ci: c'est qu'il n'y a qu'un seul homme qui puisse décharger la situation de cet incubus qui la domine et la dévore, qui puisse rendre l'activité à la production, la confiance aux esprits, le repos à l'Europe. Qu'il nous donne la paix — le pays par son Sénat — que désormais, il ne fera pas la guerre sans vous avoir consulté, et alors la confiance renaîtra, nos budgets se mettront d'équilibre—(Très bien ! à la gauche de l'orateur.) La France pourra reprendre son rang dans le monde, et ne sera plus condamnée à des sacrifices stériles.

Voilà la nécessité du moment. Nous vous l'avons demandée au nom de la liberté ; nous vous la demandons aujourd'hui au nom du salut de nos finances.—(Bruit.)

Car enfin, vous répétez sans cesse que et de grandes dépenses ont été faites, elles ont produit de magnifiques résultats, je ne veux pas invoquer la critique à ces égards ; j'accepte votre hypothèse. Seulement, je dis que si vous êtes des bienfaiteurs, vous êtes des bienfaiteurs trop dispendieux. Si la France a été aussi riche pour payer l'empire dans de semblables conditions, il est temps qu'elle arrive. (Exclamations et murmures sur un grand nombre de bancs.—Cris : A l'ordre ! — Vive approbation sur les bancs de l'opposition.)

M. le président. — Je suis obligé de rappeler M. Jules Favre à l'ordre. — Très bien ! (très bien !)..... — pour la dernière pensée qu'il a émise.—(Très bien !) Nous donnons les assez de preuves d'indépendance et d'autorité, la liberté de nos discussions en est la plus manifeste, pour qu'il ne soit ni juste ni convenable de chercher à dénigrer ainsi notre régime constitutionnel, qui est reconnu libéral.

Un membre à gauche de la tribune. — Refaites la Constitution !

M. le président. — Respectez-la ! C'est le devoir de tout citoyen ; mais c'est un devoir pour les ministres à pl